



## Déclaration liminaire à la formation spécialisée du CSAL du 18/11/2025

Monsieur le Président,

La situation politique actuelle révèle une crise démocratique accompagnée d'une crise économique et sociale de grande ampleur inédite sous la V<sup>ème</sup> République. La perspective budgétaire pour les mois à venir est marquée par l'incertitude. On ignore encore quelles nouvelles contraintes seront imposées aux services et jusqu'où l'État acceptera de rogner sur les missions ou d'imposer des restructurations. Une chose est sûre, la DGFIP et ses agents seront encore touchés de plein fouet par la future calamité budgétaire avec *a minima* au moins 550 emplois supprimés en 2026. Le budget 2026 n'est pas encore voté, le sera-t-il d'ailleurs ?, que l'on sait déjà que la DGFIP fera preuve d'exemplarité...

C'est une négation de la souffrance des agents de la DGFIP engendrée par la forte dégradation des conditions de travail, par des restructurations continues, une réduction drastique de près de 32 000 suppressions de postes depuis 2008, une charge de travail croissante et une perte de sens ressenties par de nombreux agents. La réorganisation des missions de contrôle fiscal va contribuer à dégrader, une fois de plus la situation. En effet, les collègues des PCE sont dans une incertitude extrêmement anxiogène. **Vont-ils devoir choisir entre leur métier et leur famille s'ils suivent la mission ?** Monsieur le Président, lors du CSAL de mai, vous avez affirmé être défavorable au maintien des collègues des PCE qui intégreraient la DIRCOFI dans leurs départements de résidence sous réserves des consignes de Bercy. **Avez-vous plus d'information à ce propos ? Devons-nous nous préparer à une « fuite des compétences » puisqu'il est peu probable que des collègues vivant dans les Hautes-Alpes ou dans les Alpes-Maritime souhaitent voir leur bureau délocalisé à Marseille !**

Solidaires Finances Publiques dénonce un mal être institutionnalisé, généralisé par l'absence de reconnaissance du lien entre travail et souffrance psychologique. Ce constat confirme l'analyse des représentants des personnels lors de la présentation des résultats de l'observatoire interne, analyse que la direction a écarté d'un revers de main expliquant que l'on n'avait pas le détail des répondants... On vous accorde que ***l'« on a toujours tort d'essayer d'avoir raison devant des gens qui ont toutes les bonnes raisons de croire qu'ils n'ont pas tort ! »*** comme le disait Raymond DEVOS mais le constat est là.

Le constat c'est que les risques psychosociaux représentent 61 % des lignes du DUERP.

Le DUERP met en exergue, une fois de plus, l'inefficacité des réponses proposées face aux RPS, à savoir le renvoi systématique vers un soutien managérial et des formations individuelles de gestion du stress. C'est bien joli de créer des outils qui mesurent le délabrement de la maison DGFIP quand on en sape quotidiennement les fondations.

**La pression des chiffres, la diminution des moyens et la perte de sens de nos missions années après années détruisent le collectif, exaspèrent les agents et font que les mêmes remèdes ne soignent toujours pas les mêmes maux.**

Avec 17 TS et 18 suicides, soit 35 évènements graves, dont 2 survenus dans les locaux de l'administration, la DGFIP ne peut plus "faire l'autruche". Elle a enfin entrepris d'agir pour tenter de renforcer la politique de prévention, d'autant que les médias se sont emparés du sujet durant l'été.

Solidaires Finances Publiques reconnaît que les causes pouvant mener à passer à l'acte sont multifactorielles. Cependant il est indispensable de se questionner sur l'organisation du travail, afin d'analyser si celle-ci ne constitue pas un des facteurs déclencheurs de ces drames. **Solidaires Finances Publiques exige que chaque situation soit rigoureusement examinée et que les facteurs professionnels soient systématiquement pris en compte dans les enquêtes.**

Derrière chaque DUERP, chaque PAPRIACT, chaque fiche de signalement, chaque mention au Registre santé, sécurité et condition de travail, chaque déclaration d'accidents de service, chaque résultat des Observatoires internes, chaque Tableau de Bord de veille sociale, chaque rapport annuel des médecins de travail, chaque rapport annuel des assistantes sociales, chaque rapport annuel de l'ISST, chaque recours hiérarchique, chaque évocation des représentants des personnels dans les instances, ce sont des agents en difficulté, des collectifs épuisés et parfois des drames humains.

Solidaires Finances Publiques ne se contentera pas de mesures cosmétiques et continuera à dénoncer les conséquences de l'absence d'une réelle politique santé, sécurité et conditions de travail à la DGFIP et à la DIRCOFI.

Solidaires Finances Publiques réaffirme son engagement pour une transformation structurelle des conditions de travail, une prévention active et ambitieuse des risques psychosociaux et une politique de santé et sécurité au travail fondée sur la transparence, le respect et les besoins réels des agents et agentes.

Monsieur le Président, nous souhaitons également attirer votre attention sur les premiers « couacs » de la réforme de la Protection Sociale Complémentaire. Force est de constater que l'État employeur n'est encore pas à la hauteur du rendez-vous. C'est pourtant lui qui a engagé la Fonction Publique sur la voie d'un système assurantiel et concurrentiel.

Le 7 novembre, la GMF a suspendu la procédure d'affiliation en prévoyance en raison d'une faille de sécurité... Oups, on ne vous fera pas l'affront de vous dire « *on vous l'avez bien dit* » même s'il n'en demeure pas moins que **Solidaires avait attiré l'attention de la Direction sur le sujet de la protection des données personnelles dès le départ dans ses différents propos liminaires notamment.** Si à ce stade, aucune intrusion n'aurait été identifiée, un audit de sécurité est en cours. Les résultats auraient dû être communiqué le 13/11 mais on les attend toujours...

**Avez-vous des informations sur le sujet ?** Quoi qu'il en soit, Solidaires dénonce l'amateurisme de la GMF Vivinter qui vient s'ajouter aux nombreux problèmes déjà rencontrés dans le cadre de la réforme de la PSC.

Enfin, Monsieur le Président, nous avons évoqué de nombreuses fois les difficultés relatives au dialogue social au sein de la DIRCOFI SEOM. Il semblerait que notre insistance et notre détermination commencent à porter ses fruits puisque les documents ont été envoyés dans les délais et nos demandes de mises à jour du site local notamment l'espace dialogue social commence à prendre forme. Mais le chemin est encore long et nous espérons que nos propositions lors de cette instance auront de votre part, une écoute attentive.